

## Bureau du 11 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze juin à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente  
THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président  
MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président  
BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente  
DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente  
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération  
LEI Josiane, Présidente CCPEVA  
DENNE Jean-Claude  
COLOMER Gérard

### Absents/excusés :

CHESEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président  
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

Secrétaire de séance : Marie-Pierre BERTHIER

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 4 juin 2025

Point n°2 – Demande d'aides pour les actions B1-5C, B1-5D et B1-5L du contrat de rivières portant sur les travaux de restauration hydromorphologique sur la Dranse de Morzine

---

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée que,

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu l'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2\_JANV20 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Vu la délibération 2023-136 du 5 septembre 2023 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Haut Chablais approuvant le transfert de la compétence GEMAPI au SIAC,

Vu la délibération D25\_OCT23 du 5 octobre 2023 du SIAC approuvant le transfert à la carte de la compétence GEMAPI par la Communauté de Communes du Haut Chablais à effet du 01/01/2024,

Vu la délibération D28\_JUIN2024 du 19 juin 2024 du SIAC portant sur la demande d'aides pour les travaux de restauration hydromorphologique sur la Dranse de Morzine,

Considérant les actions ci-dessous, retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique :

- fiche action B1-5C portant sur la restauration hydro-morphologique et écologique de la Dranse de Morzine à Montriond (Les Dérêches),
- fiche action B1-5D portant sur la restauration hydro-morphologique et écologique de la Dranse de Morzine Vernay-Bron,
- fiche action B1-5L portant sur la restauration hydro-morphologique et écologique de la Dranse de Morzine à La Vignette.

Considérant que ces fiches actions sont éligibles aux aides de l'Agence de l'eau et du Conseil Départemental de la Haute-Savoie,

Considérant les marchés d'études et de maîtrise d'œuvre engagés,  
Considérant les marchés de travaux envisagés, tel qu'ils résultent de l'appel d'offres,

Le montant total de l'opération est estimé à 1 970 000 €HT (études et travaux sur l'ensemble des secteurs), soit 2 364 000 €TTC.

Le SIAC renouvelle sa demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental de la Haute-Savoie, selon le plan de financement mis à jour ci-dessous,

Intitulé	Coût total €HT	Plan de financement					
		AE RM&C		CD74		CCHC	
		%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT
Restauration hydromorphologique Dranse de Morzine sur trois secteurs	1 970 000 €	50%	985 000 €	30%	591 000 €	20%	394 000 €

**Le Bureau à l'unanimité des membres présents :**

- **AUTORISE** la Présidente à solliciter les financements auprès des partenaires, notamment à l'Agence de l'Eau et au Conseil Départemental de la Haute-Savoie, pour la mise en œuvre de l'action décrite ci-dessus, et à signer au nom et pour le compte du SIAC, toutes pièces, de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.  
Il est précisé que la présente délibération remplace la précédente délibération n° D28\_JUIN2024 du 19 juin 2024.

Le secrétaire de séance,

Marie-Pierre BERTHIER



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

**Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2025 et affichage le / /2025**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*